

Revendications électorales de la société civile

Il est de bonne guerre et d'une tradition constante qu'à l'approche des élections toutes sortes de groupements expriment leurs revendications et attentes vis-à-vis des partis qui posent leur candidature. Il n'en est pas autrement avant les élections législatives du 13 juin 1999, et de la Confédération des associations de parents d'élèves à la Fédération des Industriels, en passant par le Mouvement écologique et l'ASTI, les catalogues revendicatifs sont adressés aux médias afin qu'ils s'en fassent l'écho et appuient en public les revendications adressées aux partis. Ce jeu fait partie du fonctionnement de la démocratie (bien que les journaux inféodés à tel parti politique fassent une sélection bien restreinte des propositions répercutées auprès de leurs lecteurs), même si les esprits éclairés en sourient car devant l'avalanche de telles requêtes sectorielles les partis ont beau jeu de prétendre réaliser dans leurs programmes électoraux la synthèse de compromis qui devrait satisfaire tout le monde. Le vague dont se parent ces programmes ne peut que confirmer cette analyse.

Or, cette année il nous semble qu'il y a du nouveau du côté de la société civile. Au lieu de laisser aux partis mêmes le soin d'opérer cette synthèse qui ne satisfait jamais personne, quatre organisations représentatives de quatre milieux bien définis et connue pour leur engagement progressiste se sont mises ensemble avant les élections pour présenter douze thèses devant assurer un développement durable au Luxembourg. Il s'agit de l'Action Solidarité Tiers Monde, du Centre de Pastorale en Monde du Travail, de l'Info-Video-Center et du Mouvement écologique. (Notons entre parenthèses que le

Conseil des Laïcs de l'Église catholique y fait implicitement et presque exclusivement écho dans un questionnaire qu'il propose aux électeurs pour interpellier les candidats, ce qui ne peut que souligner la pertinence des sujets soulevés.) Forts de leur expérience dans des domaines aussi variés que la problématique Tiers Monde, le monde du travail et du chômage, la formation et l'éducation, l'écologie et la protection de la nature et pourtant intimement liés si on a une vision globale de la société et de l'homme, ils ont formulé des concrétisations de cette revendication d'un développement durable qui doit répondre aux besoins de la génération actuelle tout en évitant le risque combien réel de ne plus pouvoir satisfaire les besoins des générations futures. La formule dont usent et abusent politiciens et politiciennes depuis le célèbre rapport Brundtland de 1987 a été consa-

crée en 1992 par la conférence de Rio sur l'environnement et le développement, mais aucun gouvernement ni parti luxembourgeois ne s'est donné la peine jusqu'ici d'en tirer des conceptions concrètes pour la société et l'économie chez nous. Quel parti promet en effet un mieux être plutôt qu'un avoir plus? la qualité au lieu de la croissance?

La rédaction de *forum*, tout en regrettant de ne pas avoir été associée à la rédaction de cette plate-forme, alors que son souci fondateur et constant est précisément de faire le lien entre les domaines évoqués et de servir de haut-parleur à des organisations oeuvrant sur ce terrain, a décidé de présenter en guise d'éditorial préélectoral le résumé français des douze thèses dont l'urgence dépasse bien sûr l'échéance électorale. La brochure entière de 16 pages peut être commandée chez chacune des organisations coéditrices.

m.p.

Le développement durable un défi pour nous tous

Le développement durable est la recherche d'une autre forme de développement, qui permettra à la nature de survivre et à l'individu de s'épanouir, aujourd'hui comme demain, au Nord comme au Sud. Le développement durable doit donc satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre cette même possibilité pour les générations futures.

Le développement durable exige un mode de vie qui :

- ne consomme pas les ressources plus vite qu'elles ne se reconstituent (ex. le bois),

- ne produit pas plus de polluants que les écosystèmes ne peuvent en absorber (ex. le CO₂),

- fait un partage équitable des ressources entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement.

Le développement durable est un grand défi pour chacun d'entre nous. C'est pourquoi nous avons tenté de raisonner d'une façon globale en tenant compte des facteurs écologiques, sociaux et économiques. Le résultat de notre réflexion est présenté ci-dessous sous forme de douze recommandations – volontairement publiées à la veille des